

Grève mystérieuse dans plusieurs écoles primaires

LE JOUR

D'ALGERIE

Béjaia Les travailleurs de l'Algérienne des eaux en grève

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4905 - Mardi 15 octobre 2019 - Prix : 10 DA



Kais Saïed élu président

Tunisie : sang neuf ou choix risqué ?

Syrie, le grand tournant

Par Mohamed Habili

Depuis à peine une semaine, l'accélération des événements en Syrie est telle que les projections les plus rapprochées dans le temps, et d'abord le retrait de ce qui reste de soldats américains stationnés au nord, le tournant décisif à plus d'un titre, sont en train de se concrétiser à une cadence qu'on n'aurait pas cru possible avant qu'elle n'intervienne. Si l'on savait dès son amorce que l'invasion turque allait servir de catalyseur à un conflit qui avait longtemps fait du surplace, on ignorait jusqu'aux tout derniers développements que du même coup elle imprimerait aux événements une allure d'une telle rapidité. L'annonce dimanche dernier du retrait américain, dont tout indique qu'il sera bientôt achevé, l'administration y tenant tout particulièrement, a pris tout le monde de court, y compris les responsables militaires américains, qui pourtant s'y attendaient, puisque telle était la volonté de Donald Trump. On ne sait trop désormais si c'est l'invasion turque qui l'a précipité, ou si c'est l'inverse ; si ce n'était pas son imminence qui au contraire a déterminé le président turc à faire sans plus attendre passer à son armée la frontière syrienne. Toujours est-il qu'il bouleverse la donne sur le terrain, et dans un sens qui n'est guère favorable à la Turquie, qui du jour au lendemain n'a plus à faire face aux milices kurdes, mais à l'armée syrienne et à ses alliés, dont la Russie. Ainsi donc, le scénario souvent évoqué ici commence à se réaliser bel et bien.

Suite en page 3

De nombreuses catégories échappent à l'impôt en Algérie

Le taux de recouvrement des impôts ne dépasse pas les 9 %



Ph/D. R.

Avec un secteur de l'informel qui constitue 50 % du tissu économique, le taux de recouvrement des impôts ne dépasse guère les 9 %, selon les données de l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens. Lire page 2

L'agression de la Turquie se poursuit

Syrie : tractations et massacres de civils

L'exposition «Rencontre d'ici et d'ailleurs»

Six artistes partagent leurs œuvres

De nombreuses catégories échappent à l'impôt en Algérie

Le taux de recouvrement des impôts ne dépasse pas les 9 %

■ Avec un secteur de l'informel qui constitue 50 % du tissu économique, le taux de recouvrement des impôts ne dépasse guère les 9 %, selon les données de l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens.

Par Louiza Ait Ramdane

L'inefficience du système fiscal se pose désormais avec la plus grande acuité. Selon l'association des conseillers fiscaux, «le taux de recouvrement des impôts avancé par les autorités est gonflé». Son président, Boubekeur Sellami, affirme que de nombreuses catégories échappent à l'impôt en Algérie, dont les redevances représentent presque le double du budget de l'Etat. «Nous avons une pression fiscale très importante, mais elle ne touche qu'une partie de la population. Il y a de nombreuses catégories qui échappent à cette fiscalité», a-t-il indiqué sur les ondes de la Radio nationale.

L'informel constitue, selon lui, une échappatoire au paiement de celui-ci. L'expert explique que l'informel qui constitue une force, aujourd'hui, résiste à toute démarche d'intégration parce que, souligne-t-il, il est encouragé par l'inégalité fiscale. Pour l'invité de la rédaction de la Chaine 3, «l'inégalité devant l'impôt est la cause essentielle de l'immigration vers l'informel, lequel constitue 50 % du tissu économique». Parmi ces catégories, M. Sellami cite les entreprises dissoutes, les contribuables non localisés, qui représentent un recouvrement avoisinant les «12 000 milliards de dinars, soit presque le double du



budget de l'Etat». Pour pallier cette situation, M. Sellami a recommandé un «élargissement» de l'assiette fiscale, ainsi qu'une simplification du système fiscal national pour tenter d'attirer l'informel vers le formel. Pour le président de

l'Association nationale des conseillers fiscaux, c'est la crise économique engendrée en 2014 par une chute des prix du pétrole qui a confirmé que le système fiscal économique national demeurait dépendant des hydrocarbures, ce qui constitue, a-t-il

dit, «un grand problème».

Il a, dans ce sens, déploré l'inexistence d'une stratégie fiscale, au titre des différentes lois de finances appliquées depuis 2014. «A compter de 2014, nous n'avons pas vu l'élaboration d'une stratégie fiscale à travers

les lois de finances. Il y a eu uniquement une révision des taux d'imposition, mais ça ne répond pas à une crise financière qui a duré plus de cinq ans», a-t-il soutenu. En principe, a-t-il poursuivi, la loi de finances pour l'année 2020 «doit corriger cette ligne, donc pouvoir enfin passer d'une fiscalité basée sur les hydrocarbures à une fiscalité ordinaire».

L'IRG rapporte 25 % de la fiscalité ordinaire

Remarquant un laisser-aller dans le recouvrement de la fiscalité, Boubekeur Sellami observe qu'une «forte pression fiscale» pèse sur le citoyen ordinaire. Ainsi, il dira que l'IRG prélevé sur les bulletins de paie des salariés rapporte 25 % et que la TVA supportée par ces derniers en rapporte 30 %. «C'est une pression terrible sur le citoyen ordinaire», déplore-t-il, précisant qu'une entreprise ne s'acquitte que de 10 à 12 % sur la TAP et l'IBS.

Interpellé au sujet de l'impôt sur la fortune proposé dans le projet de loi de finances 2020, l'expert se dit étonné de voir toute la surenchère faite sur cette disposition, alors qu'un impôt sur la fortune existe déjà dans le code des impôts. Il affirme qu'un ancien impôt progressif est plus juste que celui proposé dans le projet de loi de finances. **L. A. R.**

L'agression de la Turquie se poursuit

Syrie : tractations et massacres de civils

Alors que les forces syriennes avancent vers la frontière turque et se positionnent face à l'armée d'Ankara qui a lancé une vaste offensive contre les Kurdes dans le nord de la Syrie mercredi dernier, les Kurdes ont passé un accord avec le pouvoir syrien pour avoir de l'aide. Le président américain, Donald Trump a émis, hier, l'hypothèse que les Kurdes relâchaient volontairement «quelques» prisonniers du groupe terroriste «Etat islamique» pour forcer les Etats-Unis à s'impliquer sur un terrain d'où Washington essaie justement de se retirer.

«Les Kurdes pourraient être en train d'en relâcher quelques-uns pour nous forcer à nous impliquer», a tweeté le président américain. M. Trump a assuré que ces terroristes pouvaient être «facilement recapturés par la Turquie ou les pays européens d'où beaucoup sont originaires». «Mais ils doivent agir vite», a-t-il ajouté. «Nous n'allons pas nous engager dans une autre guerre entre des gens qui se combattent depuis 200 ans», a argué Donald Trump. «Est-ce que les gens pensent vraiment que nous devrions entrer en guerre contre

la Turquie qui est membre de l'Otan ? Les guerres sans fin vont s'arrêter !» Les autorités kurdes ont annoncé avant-hier la fuite de près de 800 proches de terroristes étrangers de l'EI d'un camp de déplacés, situé à proximité des combats. L'offensive turque contre une milice kurde dans le nord de la Syrie, survenue après l'annonce du retrait de militaires américains du secteur, a provoqué une vive inquiétude quant à une possible résurgence du groupe terroriste, notamment avec la fuite de membres du groupe EI jusqu'ici faits prisonniers par les Kurdes. Selon Donald Trump, «l'Europe avait l'occasion de récupérer ses prisonniers de l'Etat islamique, mais ne voulait pas (en assumer) le coût. "Laissez les Etats-Unis payer", disaient-ils». Le président américain a par ailleurs réitéré ses menaces de sanctions à l'encontre d'Ankara. «De grosses sanctions contre la Turquie arrivent !», a-t-il averti.

L'évolution de la situation en Syrie, objet de discussions entre Moscou et Ryadh

Le président russe Vladimir Poutine est arrivé hier en Arabie saoudite dans le cadre d'une visite qualifiée d'«historique» par les autorités saoudiennes, devant sceller l'entente entre les deux pays sur des questions économiques et internationales. La visite du président russe survient dans le contexte de forte tension dans la région faisant que la situation en Syrie est aussi portée sur l'agenda des discussions de Vladimir Poutine avec les dirigeants saoudiens, a indiqué le conseiller du Kremlin,ouri Ouchakov. Après l'Arabie saoudite, le président russe se rendra aujourd'hui aux Emirats arabes unis pour s'y entretenir notamment avec le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed Al-Nahyane.

Accord entre Kurdes et Damas sur le déploiement de l'armée syrienne près de la frontière turque

Les Kurdes de Syrie ont annoncé avant-hier soir avoir conclu un accord avec Damas pour le déploiement de l'armée



syrienne près de la frontière turque, au cinquième jour de l'offensive d'Ankara contre les forces kurdes dans le nord-est du pays. «Afin de faire face à l'agression turque et empêcher qu'elle se poursuive, nous sommes parvenus à un accord avec le gouvernement syrien pour que l'armée (de Damas) se déploie le long de la frontière turco-syrienne dans le but de soutenir les Forces démocra-

tiques syriennes (FDS)», a annoncé dans un communiqué l'administration kurde. Outre le soutien au FDS, alliance de combattants kurdes et arabes, il est précisé dans le communiqué que l'armée syrienne est «appelée à libérer toutes les localités occupées par l'armée turque et ses supplétifs syriens» depuis le début de l'offensive.

Lynda Naili/Agences

Kaïs Saïed élu président

Tunisie : sang neuf ou choix risqué ?

■ Les Tunisiens ont élu le constitutionnaliste Kaïs Saïed qui professe un conservatisme socio-religieux, une révolution décentralisatrice et un souverainisme diplomatique. Sans parti, sans expérience du pouvoir, Kaïs Saïed est un homme politique atypique.

Par Meriem Benchaouia

Spécialiste de droit constitutionnel, il s'est fait connaître du grand public en commentant les premiers pas de la démocratie tunisienne, sur les plateaux de télévision. À 61 ans, ce professeur de droit constitutionnel veut modifier en profondeur la structure institutionnelle du pays. Il prêtera serment le 30 octobre. Le nouveau pensionnaire du palais de Carthage a bénéficié notamment du vote des jeunes et du soutien d'Ennahdha. Le parti islamiste, arrivé en tête des législatives avec 52 places au Parlement, qui a appelé ses partisans à se rendre dans le centre de Tunis pour fêter la victoire de Kaïs Saïed, avait toutefois appelé à voter pour lui. Devenant ainsi le deuxième candidat à être élu au suffrage universel, Kaïs Saïed, ou «Super mario» comme le désignaient il y a quelques jours ses partisans, a remporté avec une confortable avance sur son adversaire Nabil Karoui. Crédité de plus de 70 % des voix selon des sondages, -72,5 % pour Emrhad et 76,9 % pour Sigma, ce théoricien de la Constitution a remporté au bout d'une haletante campagne électorale une présidentielle qui consacre la démocratie en Tunisie. Juste après la publication des sondages ont fusé des rues du centre de Tunis des manifestations de joie de ses milliers de partisans. Les résultats officiels ne seront pas connus avant aujourd'hui. Après la publication des premiers sondages le donnant largement vainqueur de ce scrutin, Kaïs Saïed a remercié «les jeunes qui ont ouvert un nouvelle page de l'histoire», devant ses partisans dans un hôtel du centre de Tunis. «Nous allons essayer de construire



une nouvelle Tunisie», a-t-il déclaré, avant de souligner : «Le connais l'ampleur de la responsabilité». Environ 90 % des électeurs de 18 à 25 ans ont voté pour l'universitaire, selon les estimations de l'institut de sondage Sigma, contre seulement 49,2 des plus de 60 ans. «Je vais porter ce message de la révolution de 2011», a-t-il assuré. «Le peuple veut... !», a-t-il lancé, reprenant un slogan phare de la révolution de 2011. «Et sa volonté va être appliquée. La loi sera appliquée à tous et à moi en premier lieu. L'application de la loi se fera sans aucune exception». «Chacun a choisi qui il voulait, en toute liberté. Notre projet est basé sur la liberté. L'époque de la soumission est finie. Nous venons d'entrer dans une nouvelle étape de l'histoire», a-t-il martelé. «Vous avez donné une leçon au monde entier (...) dans le cadre de la Constitution», a encore affirmé le nouveau président tunisien, qui a ajouté que «l'Etat va se construire sur la base de la confiance. La confiance entre le dirigeant et les dirigés, dans le

respect des règles». Pour ce troisième scrutin en un mois, la participation a été nettement plus élevée qu'au premier tour, atteignant 57,8 % avec seulement 70 % des bureaux pris en compte. Pour le premier tour le 15 septembre, moins d'un électeur sur deux s'était déplacé. Kaïs Saïed, qui s'est entouré d'une poignée de partisans néophytes en politique, était arrivé en tête du 1^{er} tour, après une campagne low cost, créant un séisme au sein de la classe politique. Sur Facebook, de nombreux jeunes, pour la plupart favorables à M. Saïed, se sont organisés pour faire du covoiturage et fournir des transports à ceux inscrits sur les listes électorales dans une autre ville que leur lieu de résidence. Il avait obtenu 18,4 % des voix, en exaltant les valeurs du soulèvement de 2011 et en prônant une décentralisation radicale. Les deux hommes en rupture avec l'élite politique ont bénéficié du vote sanction d'électeurs exaspérés par les chamailleries politiciennes et l'horizon économique bouché. Dans une confé-

rence de presse, Nabil Karoui a félicité Kaïs Saïed pour la victoire annoncée par les instituts de sondage. Il a aussi déploré le fait qu'il n'ait pas eu l'occasion de faire sa campagne électorale. Il a déclaré qu'il attendait les résultats de l'Isie pour annoncer sa réaction vis-à-vis de l'injustice qu'il considère avoir subie. **Kaïs Saïed choisit l'Algérie pour sa première visite officielle**

Le nouveau président a salué du «plus profond du cœur» le peuple algérien, promettant de choisir l'Algérie pour effectuer sa première visite officielle. Le chef d'État conservateur avait déjà promis lors de sa campagne électorale que l'Algérie sera sa première destination dans le cas où il serait élu président. Kaïs Saïed a souligné l'importance qu'il réserve aux relations avec les pays voisins de la Tunisie, notamment les liens privilégiés qu'il veut développer avec l'Algérie. Il a affirmé que le sort de la Tunisie est intimement lié à ses relations avec ses voisins.

M. B.

Les syndicats de l'Education s'en lavent les mains

Grève mystérieuse dans plusieurs écoles primaires

Suite à un appel anonyme sur les réseaux sociaux, une grève surprise a touché hier plusieurs écoles primaires à Alger et d'autres wilayas. Contactés à ce propos, les syndicats de l'Education déclarent qu'ils n'ont pas appelé à cette grève, mais certain affirment la soutenir.

Personne ne s'y attendait. A 8h, les élèves du primaire, dans différentes wilayas du pays, n'ont pas rejoint leurs classes et sont restés dans les cours de leurs établissements éducatifs. Pour cause : une grève «surprise» et «mystérieuse» s'est déclenchée. Ce mouvement a eu lieu dans plusieurs wilayas du Centre, à savoir Alger, Boumerdès, Blida, Tipasa et d'autres wilayas. Les enseignants ont fait le choix de se ras-

sembler devant les directions de l'Education pour exprimer leurs revendications. Ils parlent d'«injustice» à leur égard par rapport à leurs collègues du moyen et du secondaire qui sont uniquement en charge des enseignements. Les enseignants demandent, en outre, une augmentation des salaires vu le travail et l'effort qu'ils fournissent. Contactés à ce propos, le syndicat de l'Education, notamment l'Unpef, le Cnapeste et le Snapest, s'en sont tous lavés les mains, assurant qu'ils n'ont pas appelé à ce débrayage. Le président du bureau national de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), Sadek Dziri, a affirmé : «On n'a pas appelé à cette grève, la partie qui l'a fait reste incon-

nue, mais on la soutient», il assurera que cette grève a été suivie par plusieurs établissements du pays et le taux de suivi est disparaté d'une wilaya à une autre. Il ajoutera que Unpef soutient aussi les revendications soulevées par les enseignants du cycle primaire, notamment celle liée à la révision de la grille des salaires et qui est en attente d'une réponse du gouvernement. Idem pour le coordinateur national du Snapest, Meziiane Mériane, qui a indiqué : «On n'a pas du tout appelé à cette grève, nous on ne fait jamais de grèves avec de l'anonymat». Questionné s'il était pour ou contre cette grève surprise, dont il assure ne pas savoir qui a appelé à son organisation, Meziiane Mériane, ne voulant pas prendre position

assurera : «Je n'ai pas appelé à cette grève, un point c'est tout !» Pour sa part, Hamidet Mohamed Lamine, secrétaire général du Syndicat national des professeurs de l'enseignement primaire (Snapep), a soutenu que cette grève imprévue ayant touché certains établissements de la capitale, hier, était hors du contrôle du syndicat, mais a pour motif des revendications socioprofessionnelles formulées dans sa plateforme de revendications, avant d'être reprises par un groupe de personnes sur facebook. «Notre syndicat a fait siennes ces revendications au temps de l'ex-ministre de l'Education nationale, dont la révision du décret présidentiel relatif au reclassement des enseignants, ainsi que les innombrables diffi-

LA QUESTION DU JOUR

Syrie, le grand tournant

Suite de la page une

Les soldats américains partis, ou plutôt en train de partir, leur départ devant prendre au moins quelques jours, la crise syrienne va se transformer en une guerre entre deux pays voisins, l'un ayant pris l'initiative d'envahir l'autre à un moment qu'il a cru le plus favorable pour lui. Ce conflit ne se produirait pas que si le président turc ordonnait à son armée de rebrousser chemin. Ce qui serait humiliant pour lui et davantage encore pour l'armée turque. Ce serait de toute façon pour lui le début de la fin. On voit que la lumière verte qui lui a été donnée par Trump pour envahir la Syrie était un piège dans les rets duquel il s'est précipité comme à corps perdu. La seule question qui vaille désormais la peine de se poser, c'est de savoir s'il peut encore s'en dégager. La Turquie est de tous les ennemis du régime syrien celui qui aura le plus fait pour le faire tomber. Et qui d'ailleurs voyant que sa chute ne s'était pas produite malgré tout s'est résolue à l'envahir, dans l'idée qu'il est soit trop affaibli pour se défendre, soit qu'elle-même était trop forte pour qu'il puisse lui résister. L'Arabie saoudite et le Qatar ont eux aussi énormément fait contre le régime syrien, notamment pour ses trop bonnes relations avec l'Iran. Sauf qu'eux-mêmes ont compris suffisamment à temps que son renversement ne se produirait pas. La Ligue arabe, qui avait suspendu la Syrie et qui d'ailleurs n'a toujours pas levé cette sanction, a été unanime dans sa condamnation de l'agression turque. Il ne serait pas étonnant qu'il s'en trouve parmi ses membres ayant fait antérieurement preuve de plus d'hostilité à l'égard de Damas pour vouloir maintenant aider militairement ce dernier à repousser l'armée turque. La Turquie d'Erdogan a réussi l'exploit de faire l'unanimité contre elle, dans la région et hors de celle-ci. Dans ses pires moments, la Syrie ne s'était pas trouvée aussi isolée, ayant du moins conservé le soutien de ses meilleurs alliés. Il n'est pas dit que la Turquie, ou plutôt le régime turc, puisse disposer d'appuis aussi sûrs si les événements tournaient mal pour lui, un scénario maintenant vraisemblable.

M. H.

cultés dont souffrent les établissements scolaires, notamment les problèmes matériels qui incombent aux APC, en sus des problèmes pédagogiques qui échoient aux directions de l'Education», conclut Hamidet Mohamed Lamine.

Thinhinene Khouchi

Gilles Manceron : rendre «librement accessibles» les archives de la guerre d'Algérie

■ L'historien français, Gilles Manceron, vient de plaider pour que la France rende «librement accessibles» les archives de la guerre d'Algérie, préconisant un arrêté de dérogation générale portant leur ouverture aux citoyens.

Par Salim Y.

«Il serait temps que la France cesse de se distinguer parmi les démocraties par des entraves à la liberté d'accès à ses archives. Si les obstacles longtemps opposés à l'accès à celles de la Seconde Guerre mondiale ont été peu à peu levés, il en persiste d'importants concernant l'accès à celles d'une autre page de son histoire, celle des guerres coloniales, en particulier d'Algérie», a écrit l'historien, dans une réflexion publiée samedi dans son blog personnel. Tout en considérant que son pays «n'a pas à rougir de son histoire», arguant de «nombreux épisodes qui sont pour ses citoyens d'aujourd'hui des motifs de fierté», il a ajouté que les archives en question «doivent être librement accessibles» à ces derniers, rappelant la disposition de la loi de la Première République, du 24 juin 1794, relative aux Archives nationales. Laquelle, a-t-il



détaillé, stipule que «tout citoyen peut demander communication des documents qui sont conservés dans les dépôts des archives, aux jours et heures fixés», tout en consacrant le principe selon lequel l'accès aux

archives est un «droit civique». L'historien a ajouté qu'aujourd'hui «le besoin se fait sentir d'un arrêté de dérogation générale» portant ouverture des archives de la guerre d'Algérie, comparable à celui de décembre 2015 concer-

nant celles de la Seconde Guerre mondiale, rappelant la déclaration du président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite à la veuve de Maurice Audin, le 13 septembre 2018, disant à cette dernière que «son

mari avait été tué par les militaires qui le détenaient et que sa mort avait été rendue possible par un système autorisant l'armée à détenir et interroger tout suspect». Ce système, a déploré l'historien, a «conduit à des milliers d'autres disparitions d'Algériens», rappelant la journée d'études organisée le 20 septembre 2019 en France afin d'aborder «le sort des disparus de la guerre d'Algérie du fait des forces de l'ordre françaises». Une rencontre qui a été soutenue par les grandes organisations pour la défense des droits de l'homme et contre la torture, a-t-il noté. «Il y a eu, bien sûr, d'autres disparus durant cette guerre, mais ceux qui ont disparu du fait des forces de l'ordre françaises, puisque celles-ci dépendaient des autorités de la République, concernent directement notre nation et notre Etat d'un point de vue historique, mémoriel, juridique et archivistique», a-t-il insisté.

S. Y./APS

Oran

«La mémoire des exilés espagnols de 1939», thème d'une prochaine rencontre

«La mémoire des exilés espagnols à Oran et dans d'autres villes en Algérie» est le thème de la rencontre prévue les 22 et 23 octobre prochains à l'Université Oran2, a-t-on appris des organisateurs. Mise sur pied par l'Ambassade d'Espagne en Algérie, dans le cadre de la commémoration du 80^e anniversaire de «l'exil républicain espagnol en Algérie», cette rencontre sera précédée le 20 du même mois par une manifestation similaire à l'Université d'Alger 2, a-t-on indiqué. L'objectif de cette manifestation est de «rendre hommage à tous ceux que «La Retirada» (La Retraite) de 1939 a représenté pour les exilés républicains espagnols, mais aussi pour les pays qui les ont

accueillis». Le 22 octobre, une exposition sur l'exil républicain espagnol sera inaugurée à la Médiathèque d'Oran. En outre, une vingtaine d'experts algériens, espagnols, français et mexicains, prendront part à cette manifestation et aborderont des questions telles que «la migration et l'exil politique», «la transition de la guerre civile espagnole à l'indépendance algérienne ou l'anti-franquisme en Algérie». Plusieurs témoignages sur l'exil républicain seront également apportés, à l'occasion, par des historiens et des universitaires algériens et internationaux, ajoute la même source. La fin de la guerre civile espagnole et la défaite des républicains entraîna un important flux migratoire vers la France, l'Afrique du

Nord et le continent américain. Ce fut «La Retraite», une diaspora de masse estimée à quelque 480 000 habitants, composés de toutes les couches sociales, politiques et économiques, avait fui l'Espagne. Beaucoup d'entre eux sont arrivés en Algérie à bord du «Stanbrook», le dernier navire qui a pu quitter Alicante, le 19 mars 1939, pour transférer 2 638 passagers à Oran. 15 000 autres personnes, approximativement, sont restées à Alicante et n'ont pas pu atteindre la côte algérienne, rappelle la même source. Une journée commémorative du 80^e anniversaire de l'arrivée à Oran des réfugiés espagnols a eu lieu le 5 mars dernier, durant laquelle les intervenants, notamment la ministre espagnole de

la Justice, Dolores Delgado, ont mis l'accent sur la solidarité «exemplaire» de la population algérienne, à l'époque, avec ces personnes ayant fui les exactions du fascisme en Espagne. «La population algérienne s'était mobilisée, dès l'arrivée des Espagnols, leur apportant vivres, eau et couvertures, alors que l'administration coloniale avait interdit le débarquement des réfugiés pendant plus d'un mois», a souligné la ministre espagnole, lors de cette journée commémorative, rappelant les conditions inhumaines infligées par l'administration coloniale française à ces exilés qui furent internés dans des camps insalubres, plusieurs mois durant, notamment à Oran, Relizane et Djelfa. O. B.

Ouargla/Rouissat et Mégarine

Le gel «officiellement» levé sur deux projets d'hôpitaux

Le gel a été levé «officiellement» sur la réalisation de deux projets d'hôpitaux dans la wilaya de Ouargla, en vertu de décisions prises par le gouvernement pour améliorer la prise en charge sanitaire des populations du Sud et des Hauts-Plateaux, a-t-on appris hier du directeur local du secteur de la Santé et de la Population (DSP). Il s'agit de deux hôpitaux d'une capacité d'accueil de 60 lits chacun, projetés au niveau des communes de Rouissat et Mégarine, a affirmé à l'APS Fadel Messadok. Ces structures de santé, qui avaient été gelées pour des raisons financières, devront répondre à l'attente des populations des collectivités précitées ainsi que des localités avoisinantes, pour leur assurer une bonne couverture sanitaire, a-t-il souligné. Le secteur de la santé à Ouargla sera prochainement ren-

forcé par deux autres établissements similaires dans les communes d'El-Hedjira et Témacine, révèle le même responsable. Le décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement du nouvel Etablissement public hospitalier (EPH) à El-Hedjira a été promulgué au «Journal officiel» N° 37 du 9 juin dernier, en attendant l'installation du staff administratif chargé de la gestion et son budget de fonctionnement, ainsi que l'affectation des praticiens, spécialistes notamment, selon les besoins, a-t-il expliqué. Concernant le projet de l'hôpital de Témacine, M. Messadok a fait savoir que les travaux de construction enregistrent un avancement «appréciable» estimé à plus de 95 %. Dans un souci d'améliorer les prestations de santé dans cette wilaya du sud-est du pays, la décision de lever le gel sur le pro-

jet du Centre hospitalo-universitaire (CHU), figurant parmi cinq projets de CHU gelés à travers le pays, avait été prise l'an dernier par les pouvoirs publics, rappelle le responsable. Pilotée par la

Direction locale des équipements publics (DEP), la réalisation de cet établissement hospitalier, dont le choix du terrain a déjà été fait, permettra de soulager les malades de la contrainte des

déplacements vers des structures de santé lointaines et de satisfaire les besoins de la faculté de médecine de l'Université Kasdi-Merbah à Ouargla, a-t-on signalé à la DSP. K. Y.

Alger

Ouverture aujourd'hui du Salon national de la micro-activité

LE SALON national de la micro-activité ouvrira ses portes aujourd'hui, avec la participation de plus de 140 bénéficiaires du dispositif du micro-crédit issus de toutes les wilayas du pays, a indiqué, hier, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Organisé du 15 au 17 octobre au niveau de l'Office Riadh El Feth, sous le thème «Entrepreneuriat : un enjeu d'avenir», le salon vise à «aider les bénéficiaires de micro-crédits à faire la promotion de leurs produits et à les commercialiser», en «mettant en avant les expériences les plus concluantes en matière de création d'activités économiques génératrices d'emplois». Cette manifestation entend également «faire connaître les facilités qu'offre l'Agence nationale du micro-crédit (Angem)». Le salon verra la participation de plus de 140 bénéficiaires du dispositif du micro-crédit qui ont réussi dans leurs activités, ainsi que des représentants des différentes formules de financement prévues par l'Angem, d'associations activant dans le domaine de la jeunesse, du développement social et de l'intégration économique, et d'organisations et organismes partenaires. Plusieurs activités sont prévues en marge de cet événement, notamment le lancement d'une plateforme électronique d'enregistrement en ligne au profit des entrepreneurs et des postulants à un micro-crédit, la remise des chèques aux bénéficiaires de micro-crédits et la distribution des décisions d'attribution d'un local commercial à de jeunes entrepreneurs. O. N.

Commerce extérieur

Les prix à l'exportation et à l'importation de marchandises en baisse

■ Les prix de marchandises à l'exportation et à l'importation de l'Algérie ont baissé de 1,3 % durant le premier semestre 2019, en comparaison avec la même période de l'année 2018.

Par Meriem B.

Selon l'Office national des statistiques (ONS), le recul de l'Indice des valeurs unitaires (IVU) à l'exportation de marchandises (prix à l'exportation), s'explique, essentiellement, par une baisse de 1,7 % des prix des hydrocarbures, et ce, malgré une hausse de 6,5 % des prix des produits exportés hors hydrocarbures (PHH) durant la même période. Mais cette amélioration des prix des exportations des PHH est insuffisante pour influencer sur le niveau général des prix des exportations, a précisé la même source. L'Office précise, par ailleurs, que cette évolution globale des prix à l'exportation de marchandises, dominée par les hydrocarbures (93,10 % de la valeur globale des exportations algériennes), est due principale-



ment à la baisse des cours internationaux des hydrocarbures, précise une publication de l'ONS sur les IVU du commerce extérieur de marchandises. Les

exportations des PHH ont représenté 6,90 % de la valeur globale des exportations durant le 1^{er} semestre de l'année en cours, rappelle-t-on. Après des

hausse appréciables des prix à l'exportation des hydrocarbures avec +33,7 % et 6,6 % des PHH en 2018, les prix à l'exportation renouent avec la baisse. De janvier à juin 2019, le volume des exportations algériennes a baissé de -8,8 %, alors que le volume des importations a connu une relative stagnation, soit 0,4 %, ajoute la même source. Après une hausse de 13,6 % au 1^{er} semestre 2018, et 11,9 % au cours de toute l'année (2018), les prix à l'importation ont reculé de -1,3 %, durant les six premiers mois 2019. Plusieurs groupes de la structure des importations ont causé cette tendance baissière, ils s'agit des huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale -12 %, des produits chimiques et produits connexes -9 % et les articles manufacturés -5,6 %. La baisse a concerné aussi les machines et matériels

de transport -3,3 % et les articles manufacturés avec -0,6 %. En outre, des hausses des prix à l'importation ont touché les groupes des boissons et tabacs +25,6 %, les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes +6,3 %, les produits alimentaires +5,6 % et enfin les matières brutes non comestibles, sauf carburants +0,5 %. Les exportations de marchandises se sont élevées à 2 122,8 milliards de dinars algériens au 1^{er} semestre 2019, contre 2 358,1 milliards de DA à la même période de l'année dernière, soit une baisse en valeur de près de 10 %. Pour les importations, ils ont atteint 2 634,7 milliards de DA au cours des six premiers mois de 2019, contre 2 659,2 milliards de DA durant la même période en 2018, enregistrant ainsi une baisse en valeur de 0,9 %, selon l'ONS. M. B.

Changes

La livre sterling retombe un peu après ses gains de la semaine dernière

La livre sterling perdait du terrain hier face à l'euro et au dollar, après une fin de semaine exceptionnelle où elle s'est envolée, portée par l'optimisme concernant un accord sur le Brexit. Vers 08h50 GMT, la livre sterling perdait 0,78% face au billet vert, à 1,2572 dollar, et 0,70% face à l'euro, à 87,73 pence pour un euro. Vendredi, elle était montée en cours de séance jusqu'à 1,2707 dollar, un niveau

inédit depuis juillet, et 86,95 pence pour un euro, son plus haut depuis mai. «*Tout le monde est un peu moins optimiste sur les chances d'une percée dans les négociations sur le Brexit*», a expliqué Kit Juckes, analyste pour Société Générale. Mais, «*pour le moment, le marché des changes est apaisé. La légère baisse de la livre enregistrée sur les marchés asiatiques ce matin n'est rien comparé aux gains enregistrés ces*

derniers jours», a relativisé Ulrich Leuchtman, analyste pour Commerzbank. En effet, la devise britannique a bondi jeudi et vendredi, prenant sur les deux jours 3,8% face au dollar et 3% face à l'euro, des niveaux d'une ampleur jugée colossale par les analystes. Cette envolée a été justifiée par un regain d'optimisme sur le Brexit alors que le Premier ministre britannique Boris Johnson et son homologue irlandais avaient affir-

mé entrevoir «*un chemin*» vers un compromis sur la question clé de la frontière irlandaise. «*L'absence de progrès (durant le week-end) a juste effacé une partie des gains, mais le marché reste plein d'espoir*», a souligné Neil Wilson, analyste pour Markets.com. Selon lui, la difficulté reste dans le fait que plus Boris Johnson fait des concessions à l'UE, plus l'accord éventuel sera difficile à faire approuver par les Brexiteurs les

plus durs et par les conservateurs nord-irlandais. Par ailleurs, les marchés digéraient l'annonce d'un accord partiel entre les Etats-Unis et la Chine. Sur ce point, les analystes semblaient partagés sur sa portée, certains relevant les insuffisances et les angles morts de l'accord et d'autres que c'était probablement le mieux qui pouvait être espéré pour le moment.

Salem K./APS

Organisation internationale du travail

«Les petites entreprises fournissent la plupart des emplois dans le monde»

Les petites entreprises jouent un rôle beaucoup plus important en termes de création d'emplois qu'on ne le croyait : sept travailleurs sur dix exercent pour leurs propres comptes ou salariés de micro et petites entreprises, selon un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) publié sur son site web. Des données recueillies dans 99 pays indiquent que ce qu'il est convenu d'appeler les «*petites unités économiques* représentent à elles seules 70 % de l'emploi total, ce qui en fait de loin les principaux moteurs de l'emploi», a indiqué la même source. De l'avis des auteurs du rapport, ce constat a des répercussions «*extrêmement importantes*» pour les politiques et pro-

grammes axés sur la création d'emplois, la qualité de l'emploi, les jeunes entreprises, la productivité de l'entreprise et la formalisation des emplois, qui doivent, précise le rapport, se concentrer davantage sur ces petites unités économiques. L'étude montre aussi que, dans ces 99 pays, 62 % des emplois en moyenne se trouvent dans le secteur informel, où les conditions de travail tendent généralement à être moins favorables: absence de sécurité sociale, salaires peu élevés, lacunes en matière de sécurité et de santé au travail, relations professionnelles peu développées. «*Les niveaux d'informalité varient considérablement, allant de 90 % au Bénin, en Côte d'Ivoire et à Madagascar, à moins de 5 % en*

Autriche, en Belgique, au Brunei Darussalam et en Suisse», a affirmé la même source. Concernant les pays à revenu élevé, le rapport indique que 58 % de l'emploi total se concentre dans des petites unités économiques, ce taux étant largement supérieur dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Quant aux pays qui ont les niveaux de revenu les plus bas, la proportion de l'emploi dans les petites unités économiques atteint quasi 100 %, précise le rapport. Ces estimations se fondent sur des enquêtes nationales auprès des ménages et des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre réalisées dans toutes les régions du monde – à l'exception de l'Amérique du Nord – et non

sur la source plus traditionnelle que sont les enquêtes auprès des entreprises, dont la portée est généralement plus limitée. «*A notre connaissance, c'est la première fois que la contribution des petites unités économiques à l'emploi fait l'objet d'une estimation, en termes comparatifs, pour un si grand nombre de pays, en particulier des pays à revenu faible ou intermédiaire*», explique Dragan Radic, chef de l'Unité des petites et moyennes entreprises du Département des entreprises de l'OIT. Les auteurs du rapport considèrent que le soutien aux petites unités économiques devrait être un élément central des stratégies de développement économique et social. Ils soulignent l'importance de créer un

environnement favorable à ces entreprises, de garantir leur représentation effective, et de veiller à ce que les modèles de dialogue social s'y appliquent également. Le rapport formule d'autres recommandations, à savoir: comprendre comment la productivité de l'entreprise est déterminée par un «*écosystème*» plus vaste, faciliter l'accès à la finance et aux marchés, encourager l'entrepreneuriat des femmes, et promouvoir la transition vers l'économie formelle et la durabilité environnementale. On qualifie de micro-entreprise une entreprise employant jusqu'à 9 salariés, tandis qu'une petite entreprise peut en compter jusqu'à 49 employés, a précisé l'OIT. F. T. /Agences

Zone euro

Remontée de la production industrielle en août

La production industrielle en zone euro est repartie à la hausse (+0,4%) en août par rapport à juillet, selon des données officielles publiées hier, un rebond un peu plus prononcé que ce que prévoient les ana-

lystes. En juillet, elle avait reculé de 0,4% par rapport à juin, dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique. Les économistes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset tablaient sur un rebond un peu

moins fort en août, de 0,3% sur un mois. En août par rapport à juillet dans la zone euro, la production a augmenté de 1,2% pour les biens d'investissement et de 0,3% pour les biens intermédiaires, tandis que la produc-

tion pour les biens de consommation non-durables a diminué de 0,3%, et de 0,4% pour les biens de consommation durables et l'énergie. En août par rapport au même mois de 2018, la production industrielle a

diminué de 2,8% dans la zone euro. Dans l'UE, la production industrielle a crû de 0,1% en août comparé à juillet et a reculé de 2% sur un an.

R. E.

Batna

Perturbation en AEP des villes alimentées à partir du barrage de Koudiet Lemdouar

■ Cette perturbation qui aura duré une journée est due à une intervention technique au niveau du transformateur de 30 000 kilovoltampères de la station de traitement des eaux de ce barrage.

Par Samah Y.

Les villes et agglomérations alimentées en eau potable à partir du barrage de Koudiet Lemdouar de Timgad (Batna) connaîtront à compter de lundi des perturbations de leur approvisionnement à cause de travaux techniques programmés avec l'entreprise locale de distribution de l'électricité et de gaz, a indiqué dimanche, le chargé de communication à l'unité locale de l'ADE.

Cette perturbation qui durera une journée est due à une intervention technique au niveau du transformateur de 30 000 kilovoltampères de la station de traitement des eaux de ce barrage, selon la même source.

Les eaux stockées dans les châteaux d'eau, notamment dans la ville de Batna serviront

à réduire partiellement cette perturbation qui touchera toutes les localités approvisionnées par les trois couloirs de transfert des eaux de ce barrage y compris vers Khenchela, est-il précisé.

Le premier couloir alimente Tazoult, Batna, Ain Touta et Barika, le second celles d'Arris

et Ichemoul et le troisième une partie de la wilaya de Khenchela.

Une fuite majeure au niveau de la station de traitement avait interrompu mardi le pompage des eaux du barrage qui avait repris normalement jeudi à midi.

S. Y./APS



Mascara / Depuis le début de l'année en cours

Placement de plus de 4 000 demandeurs d'emploi

Plus de 4 468 demandeurs d'emploi ont été placés dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et des services durant les neuf mois de l'année en cours dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris dimanche du directeur de l'emploi, Bouali Ahmed. Au cours des travaux du conseil de l'exécutif consacré aux secteurs de l'environnement et de l'emploi, le même responsable a souligné que l'agence de wilaya de l'emploi (Awem) a reçu, de janvier jusqu'à septembre dernier, 5 226 offres d'emploi clas-

siques des secteurs des travaux publics et du bâtiment (46 %) et a réussi le placement de 1 146 demandeurs dont 63 % n'ont pas de qualification professionnelle. L'Awem a enregistré 31 934 demandeurs d'emploi depuis le début de l'année en cours dont 23 365 sans qualification professionnelle et sans niveau scolaire et 8 574 de niveau universitaire, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, M. Bouali a fait part d'une stabilité du taux de chômage dans la wilaya de Mascara à 9,11 % grâce aux efforts des différents dispositifs de l'emploi dont

l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) qui a financé 8 822 projets générant 18 803 postes et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) qui a financé 4 357 projets créant 9 642 emplois.

Le wali de Mascara, Hadjri Derfouf a insisté, lors de cette réunion, de mener une étude pour la reconversion de locaux à usage professionnel inexploités dans certaines communes en infrastructures éducatives ou en succursales d'entreprises publiques. **Siham B./APS**

Tissemsilt

Inspection de projets financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales

Un inspecteur central au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a effectué, dimanche, une visite dans la wilaya de Tissemsilt pour s'enquérir de la situation des projets en cours de réalisation inscrits au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, a-t-on appris de la cellule de communication des services de la wilaya.

Cette visite de cinq jours permettra de s'enquérir de l'état des travaux des actions de développement inscrits au titre de ce fonds entre 2016 et 2018 dans les communes dont l'ouverture de pistes rurales, la rénovation de chemins vicinaux, l'aménagement urbain et la réfection des écoles primaires.

Elle comporte, dans ce cadre, l'inspection de projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'électricité notam-

ment aux centres ruraux éloignés, à l'instar de Ghezlia dans la commune de Lardjem, de Chelaghmia à Khemisti, de Ouled Bouziane et Sayad dans la

commune de Bordj Bounaama. L'inspecteur central présentera un exposé détaillé sur le taux d'avancement des actions de développement inscrites dans le

cadre de cette caisse. Cette visite de terrain est inscrite dans le cadre du programme du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

l'Aménagement du territoire visant un suivi minutieux et continu des actions de développement inscrites à l'intitulé de ce fonds. **May T.**

Annaba

2 000 postes d'emploi permanents prévus dès réception des projets touristiques

Environ 2 000 postes d'emploi permanents et plus de 6 000 emplois indirects devraient être créés dans le secteur du Tourisme, consécutivement à la réception de projets d'hôtels et de services touristiques en cours de réalisation actuellement dans la wilaya de Annaba, ont rapporté dimanche des responsables locaux du secteur.

A ce propos, le secteur du tourisme enregistre un total de 37 projets relatifs à des activités touristiques à travers la wilaya, dont plusieurs devraient être réceptionnés au cours de l'année 2020, selon les mêmes responsables qui ont précisé que ces projets touristiques permettront, outre la création

d'emplois directs et indirects, d'améliorer et de diversifier les services touristiques dans la wilaya, en plus de hisser la capacité d'hébergement à 6 595 nouveaux lits.

D'un autre côté, 53 autres projets d'investissement dans des activités liées au tourisme sont en cours d'étude dans la wilaya d'Annaba avec une capacité de 6 356 lits, susceptibles de générer 3 411 emplois permanents, a-t-on indiqué.

Ces emplois ont trait à l'hôtellerie, la gestion touristique et les services liés à l'activité touristique, l'information, le transport et la promotion du tourisme, ont fait savoir les mêmes responsables qui ont rappelé, dans

le même contexte, que 96 agences de voyages activent actuellement à travers la wilaya, alors que 63 projets visant à créer d'autres agences similaires sont en cours d'étude. Les projets touristiques les plus importants, comprenant, notamment des complexes multiservices, des espaces de divertissement et de loisirs, de restauration, des espaces destinés aux familles, des commerces et autres services, sont répartis à travers les zones d'extension touristique d'Annaba et Chetaibi, en plus des communes d'El Bouni, Chetaibi, Seraidi, Draâ Errich et le chef-lieu de wilaya, a-t-on souligné. **Ghani Y.**

Khenchela

Le personnel de l'INSFP de Kaïs réclame le maintien de la directrice

Le personnel de l'Institut national de la formation professionnelle (INSFP) de la commune de Kaïs à l'Est de la wilaya de Khenchela a organisé un rassemblement de protestation pour réclamer l'intervention du wali et du ministre du secteur pour maintenir la directrice de cet établissement à son poste suite à la décision de la muter à la wilaya de Batna.

Les protestataires ont cessé de travailler durant la matinée de dimanche en brandissant des

banderoles exprimant leur rejet de la décision de la tutelle de muter la directrice de l'Institut national de Kaïs à la tête de l'un des instituts de la wilaya de Batna, exigeant de la maintenir à son poste actuel en raison de ses résultats positifs en matière de gestion de l'établissement.

A ce propos, M.S., représentant des protestataires, a affirmé à l'APS que le personnel de cet institut, enseignants, administratifs et autres ont été «surpris» de la décision de muter la directrice

de cet établissement dans la wilaya de Batna en désignant à sa place un responsable d'un établissement similaire de la wilaya de Batna, pourtant contesté par les travailleurs.

La même source a ajouté que «la directrice concernée par la décision de mutation a réussi à instaurer une réelle stabilité depuis sa nomination en 2016 dans cet institut et obtenu, de concert avec les enseignants et le personnel de l'administration ainsi que tous les travailleurs

professionnels, des résultats probants et une formation de qualité des stagiaires dont des dizaines ont décroché un emploi dès l'obtention de leur diplôme».

Le représentant des protestataires a également dénoncé la décision du ministère de tutelle de recruter un directeur qui a fait l'objet de plusieurs protestations de la part des travailleurs, ce qui risque de nuire, selon lui, aux résultats de cet établissement qui forme des dizaines de personnes dans diverses filières.

De son côté, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Khenchela, Abdelaziz Kadri, a déclaré à l'APS que «la décision de muter la directrice de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de la commune de Kaïs émane du ministère de tutelle qui a la compétence et l'autorité à cet égard», ajoutant qu'il ne détient aucun pouvoir de faire un recours au sujet d'une décision venant de la tutelle. **APS**

Libye

Le Gouvernement d'union nationale refuse de réduire sa présence diplomatique en Turquie

■ Le Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) a rejeté l'appel de la Ligue arabe à réduire sa présence diplomatique en Turquie et à cesser toute coopération avec Ankara, qui mène une offensive dans le nord syrien, selon son ministère des Affaires étrangères.

Par Safy T.

« **L'**Etat libyen refuse de réduire sa représentation diplomatique en Turquie ou de cesser toute coopération avec la République de Turquie», a affirmé dans un communiqué le chef de la diplomatie du GNA.

Ce rejet est intervenu quelques heures après la condamnation samedi par les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe de ce qu'ils ont qualifié d'«*agression de la Turquie*» sur le territoire syrien, appelant les Etats arabes à ne plus coopérer avec Ankara et à réduire leur représentation diplomatique en Turquie.

Le représentant libyen a participé à cette réunion de la Ligue arabe.

Depuis cinq jours, la Turquie et ses supplétifs syriens mènent une offensive dans le nord syrien contre une milice kurde, qui a entraîné la mort de plus de 150 personnes, dont une cinquantaine de civils et l'exode de plus de 130 000 autres.

Les chefs de la diplomatie



de la Ligue arabe ont dit samedi réfléchir à «*des mesures urgentes pour faire face à l'agression turque*», qui comprendraient des actions diplomatiques et économiques, ainsi qu'une «*coopération militaire*

pour faire face à l'agression turque».

La Turquie, qui ne fait pas partie de la Ligue arabe, soutient politiquement et militairement le GNA, reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, dans le

conflit qui l'oppose au maréchal Haftar, l'homme fort de l'est libyen, dont les forces sont engagées depuis le 4 avril dans une offensive pour conquérir la capitale libyenne.

L'offensive turque vise, selon

la Turquie, à instaurer une «*zone de sécurité*» pour séparer sa frontière des territoires contrôlés par les Unités de protection du peuple (YPG), une milice kurde qualifiée de «*terroriste*» par Ankara. **S. T./APS**

Sahara occidental/Manifestation à Paris

La France dénoncée, une date pour le référendum d'autodétermination revendiquée

La communauté sahraouie d'Europe et les participants à la grande manifestation, samedi à la Place de la République à Paris, ont appelé la France à jouer un rôle positif dans la résolution du conflit au Sahara occidental, exigeant de l'ONU une date précise pour la tenue d'un référendum d'autodétermination.

Les associations de la diaspora sahraouie en Europe et particulièrement celles de France, ainsi que les associations, organisations et personnes solidaires avec le peuple sahraoui en France, en Europe, en Afrique se sont rassemblées samedi, journée commémorant l'unité nationale sahraouie.

Les manifestants ont appelé la France à jouer un rôle positif dans la résolution du conflit au Sahara occidental en cessant de privilégier le point de vue du Maroc, ce qui encourage ce dernier à toujours empêcher l'autodétermination du peuple sahraoui, rappelant que la France avec cette position participe à la non organisation du référendum d'autodétermination promis aux Sahraouis depuis 1991.

Ils ont insisté sur l'urgence de doter la Mission de l'ONU des prérogatives qui lui permettent de contrôler le respect des droits de l'homme au Sahara occidental. En effet ces droits sont systématiquement violés par la puissance occupante, le Royaume du Maroc, situation régulièrement dénoncée par l'ensemble des ONG humanitaires et des associations pour la défense des droits de l'homme, au niveau international. En lui refusant

ce mandat, la France au sein du Conseil de sécurité peut être tenue responsable des traitements cruels, tortures et emprisonnement des civils sahraouis, affirment les participants.

La diaspora et les associations ont également dénoncé la décision de l'Union européenne (UE), où la France est une voix dominante, de «*renouveler les accords commerciaux avec le Maroc en violation du droit européen défini par les trois décisions de la Cour de Justice européenne, la CJUE, en 2016 et 2018 qui rappellent la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources en conditionnant toute activité économique à son consentement*».

La France interpellée pour son rôle «scandaleux»

Lors de cette manifestation, la secrétaire générale de l'Association des Amis de la RASD (AARASD), Nicole Gasnier, a dénoncé la position «*scandaleuse*» du gouvernement français qui intervient au niveau de l'ONU pour empêcher l'application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, et dénoncé également son rôle négatif au niveau de l'Europe, avec l'Espagne qui sont amis avec le royaume du Maroc et qui soutiennent des accords commerciaux qui s'étendent illégalement aux territoires sahraouis occupés.

Régine Villemont, la présidente de l'AARASD, a tenu à rendre un hommage appuyé à la jeunesse sahraouie qui se bat courageusement derrière leur repré-

sentant légitime, le Front Polisario, pour l'indépendance de leur pays.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), par la voix de Jean Paul Le Marec, a exigé de l'ONU que «*la Minurso soit prolongée avec des mandats précis, avec une date précise de la tenue du référendum d'autodétermination, et l'élargissement du mandat de la Mission à la surveillance des Droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés où la population est victime de violences et de répressions par les forces d'occupation marocaines*».

Concernant la position du gouvernement français, le représentant du MRAP a tenu Paris responsable du blocage du conflit. «*Nous demandons à notre gouvernement d'arrêter de soutenir la politique du régime marocain. Nous demandons qu'il intervienne et exige la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines*», a-t-il insisté.

Prenant la parole, Mustafa Bachir Sayed, ministre sahraoui de la Diaspora et des territoires sahraoui occupés, s'est dit «*très heureux de voir ce nombre impressionnant de drapeaux de la République sahraouie ici à la Place de République en plein cœur de Paris*».

«*Je tiens à féliciter les organisateurs de cette grandiose manifestation de soutien au peuple sahraoui, je félicite notre diaspora établie un peu partout dans le monde. Je remercie toutes les organisations, partis, personnalités ici présents pour afficher leur soutien à notre cause*

juste et légale», a-t-il soutenu.

Par la même occasion, ajoute le ministre sahraoui, «*je lance un appel au président Macron et son gouvernement pour leur dire qu'il est temps de corriger vos erreurs et d'arrêter votre alignement avec l'occupant marocain*».

Pour sa part, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) et vice-président du Parti de la gauche européenne, Pierre Laurent, a réitéré le soutien ferme de son parti aux revendications du peuple sahraoui, en particulier le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Dans son discours prononcé lors de cette grande manifestation des communautés sahraouies établies en Europe, Pierre Laurent a déclaré que son parti «*soutient pleinement les revendications des manifestants et de tous les Sahraouis, en particulier le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et la reconnaissance de son droit à l'indépendance nationale*».

«*Nous ne voulons pas que la France mène la bataille, mais tout ce que nous demandons aujourd'hui, c'est que Paris mette fin à son soutien inconditionnel au Royaume du Maroc et qu'elle soit du côté des revendications du peuple sahraoui au sein des Nations unies afin de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et œuvrer pour la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis dans les prisons de l'occupation marocaine*», a soutenu M. Laurent dans son allocution.

Raouf Gh.



Irak

La contestation couve toujours et reprendra en l'absence de réformes

■ Le désaveu des citoyens envers leurs dirigeants est consommé en Irak et la menace d'un nouvel embrasement plane, les réformes radicales réclamées par un mouvement marqué par plus de 100 morts n'ayant pas été lancées.

Par Rosa C.

En six jours d'une contestation qui a démarré le 1^{er} octobre, plus de 100 irakiens sont morts, en majorité des manifestants fauchés par des tirs à balles réelles, dont les auteurs n'ont toujours pas été arrêtés, ni même identifiés. Pour autant, Mohammed al-Kaabi, diplômé chômeur de 28 ans, se dit prêt à retourner dans la rue à tout moment. «Nous avons manifesté et manifesterons à nouveau pour dénoncer la pauvreté, le chômage et la corruption qui ruinent notre vie», affirme-t-il à l'AFP. Les réunions infructueuses tenues depuis au Parlement ne l'ont pas convaincu, dit-il, pas plus que les mesures sociales – allocation chômage, aide au logement et autres inscriptions en ligne auprès du ministère du Travail – promises par un gouvernement qu'il voulait voir chuter tout entier. «Qu'est-ce que c'est que ces réformes et

pourquoi n'ont-elles été annoncées qu'une fois que des jeunes sont morts ?», s'emporte-t-il. «Cela fait longtemps que le peuple ne fait plus confiance au gouvernement», ajoute-t-il, car les politiciens «passent leur temps à faire des promesses sans jamais les tenir». Pour Falah al-Khazaali, député du Fatah – une liste d' combattants antijihadistes de la coalition Hachd al-Chaabi, qui soutient le gouvernement d'Adel Abdel Mahdi –, le cabinet actuel «n'est pas responsable des erreurs de ses prédécesseurs. Mais la poursuite des manifestations dépendra de sa capacité à tenir ses engagements», dit-il. Dès le premier jour de la contestation née à Bagdad avant de s'étendre au sud, les manifestants ont conquis leurs gouvernements, dénonçant l'absence d'emplois et de services publics fonctionnels et les accusant de se remplir les poches de l'argent de la corruption – 410 milliards de dollars (372



PH > D.R.

milliards d'euros) en 16 ans, selon des chiffres officiels. Dans un pays où les élections, régulièrement entachées de fraude, sont marquées par une forte abstention, «l'échec du système politique est la principale raison de ce mouvement», explique à l'AFP le politologue Essam al-Fili. Face à des protestataires qui réclamaient des changements radicaux, les listes de mesures proposées ces derniers jours «ne sont pas une action, mais une réaction, sans planification ni stratégie», accuse M. Fili. «Elles viennent seulement

pour éteindre l'incendie, mais si rien ne se produit dans les faits, le feu repartira», prévient-il. Pour le politologue Wathiq al-Hachémi, le problème est ancien : «La crise de confiance entre le peuple et le pouvoir dure depuis des années, car les gouvernements successifs ont promis des réformes sans jamais les mettre en œuvre», dit-il à l'AFP. Or, cette fois, à «l'incapacité à conclure les réformes» s'ajoutent, selon lui, «une crise politique et économique et des allégeances à l'étranger», chaque parti ayant choisi son camp entre l'Iran et les

États-Unis, les deux puissances agissantes en Irak. Les tensions aiguës entre Téhéran et Washington sont un défi de taille pour un pays voué aux conflits et aux violences depuis quatre décennies. Pour Zine al-Abidine al-Bediri, avocat de 27 ans qui a manifesté à Kout, dans le sud du pays, cette situation appelle un changement total – «le système politique, les politiciens et même la Constitution», énumère-t-il. Si le mouvement s'est arrêté avant d'avoir obtenu tout cela, indique-t-il, c'est parce que les manifestants ont trouvé face à eux «les partis politiques et leurs milices». Durant six jours, les manifestants ont été la cible de tireurs que l'État a accusé de s'être «infiltrés». Les défenseurs des droits humains estiment que les forces de l'ordre sont responsables. Le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse pour la majorité des chiites d'Irak, a aussi jugé le gouvernement «responsable quand, sous le regard des forces de l'ordre, des tireurs hors-la-loi visent des manifestants et les abattent». En réponse, le gouvernement a créé deux commissions d'enquête, l'une pour faire la lumière sur les morts et blessés, l'autre pour enquêter sur les militaires ayant eu des comportements illégaux.



Commentaire

Droite

Par Fouzia Mahmoudi

Le ralliement en 2017 de nombreuses personnalités politiques de Les Républicains à Emmanuel Macron lors de sa campagne présidentielle avait considérablement contribué à l'affaiblissement de la droite française. Le Premier ministre français actuel n'est d'ailleurs autre que l'ancien bras droit d'Alain Juppé, figure de la droite historique. Aujourd'hui, c'est un ancien chef de gouvernement de droite qui exprime publiquement son ralliement à Emmanuel Macron, alors même que le jeune président connaît une période difficile, tant sur le plan national qu'euro-péen. Jean-Pierre Raffarin encense en effet la politique d'Emmanuel Macron, considérant que c'est «globalement la meilleure que le pays peut avoir». Et alors que Les Républicains votaient ce week-end pour élire leur nouveau président, un ancien ténor du parti s'en détourne. L'ancien Premier ministre, dans une interview à RTL, annonce qu'il va «évidemment» quitter le parti Les Républicains. S'il «reste de centre droit», il semble désormais pencher du côté de La République en marche. Il considère, en effet, que la politique d'Emmanuel Macron est «globalement la meilleure que le pays peut avoir». «Je n'ai pas renouvelé ma cotisation et quand on ne renouvelle pas sa cotisation, on reste dans le parti pendant un an, avant d'en sortir». «Donc, je vais partir des Républicains, évidemment», a déclaré cette semaine Jean-Pierre Raffarin. L'ancien Premier ministre (2002-2005) de Jacques Chirac s'exprimait le jour même où les militants LR votaient pour désigner un nouveau patron susceptible de sortir le parti du marasme. Jean-Pierre Raffarin avait soutenu la liste présidentielle de LREM lors des européennes en mai dernier, des élections qui avaient tourné au fiasco pour LR, réduits à un résultat catastrophique (8,48 % des voix). Tout en confirmant qu'il ne participait pas au vote pour désigner le nouveau président de LR, Jean-Pierre Raffarin, 71 ans, a souligné qu'il ne rejoindrait pas LREM pour autant : «J'ai quitté la politique partisane, ce n'est pas pour y retomber». «J'évaluerai le travail qu'ont fait le président et son équipe à la fin de ce quinquennat» et jusque-là «je considère qu'il n'est pas utile pour la France de fragiliser le président», a-t-il ajouté, encourageant la droite à «préparer une pensée plutôt que de s'occuper en permanence de réagir à l'actualité». «On ne fait pas un projet avec des communiqués tous les jours contre le gouvernement», a-t-il souligné. Ainsi, le départ d'une autre figure d'importance de chez LR démontre à quel point l'élection interne de ce week-end pour élire un nouveau président du parti est essentiel pour la survie même du mouvement qui semble continuer à perdre, depuis le début du mandat de Macron, toute raison d'être alors que sa direction est incapable de présenter un programme crédible et intéressant aux électeurs de droite qui finissent par se tourner vers La République en Marche et le Rassemblement National. F. M.

Espagne

Jusqu'à 13 ans de prison pour les indépendantistes catalans

Neuf indépendantistes catalans ont été condamnés hier par la Cour suprême d'Espagne à des peines allant de neuf à 13 ans de prison pour leur rôle dans la tentative de sécession de la Catalogne en 2017, une sentence qui risque de relancer la tension dans cette région que le séparatisme maintient en ébullition depuis près de dix ans. La condamnation va remplacer la question catalane plus que jamais au centre du débat politique en Espagne à moins d'un mois des élections législatives du 10 novembre. A Barcelone, des militants indépendantistes ont commencé à couper des rues avant des manifestations prévues à 20h00 (18h00 GMT) dans toute la région. L'ancien vice-président régional catalan Oriol Junqueras s'est vu infliger la plus lourde peine avec 13 ans de prison pour sédition et détournements de fonds publics. «Nous reviendrons encore plus forts (...) Nous reviendrons et nous gagnerons», a réagi dans une lettre à ses partisans cet historien de 50 ans, numéro un du parti Gauche républicaine de Catalogne (ERC) qui était le principal accusé du procès en l'absence de l'ex-président catalan Carles Puigdemont, qui a fui en

Belgique. M. Puigdemont a, pour sa part, dénoncé une «aberration». Huit autres indépendantistes, pour certains en prison comme M. Junqueras depuis près de deux ans, ont été condamnés à des peines allant de neuf à 12 ans de prison pour sédition, et détournements de fonds publics dans certains cas. Figurent parmi eux l'ancienne présidente du parlement catalan Carme Forcadell (11 ans et demi), les dirigeants des puissantes associations indépendantistes ANC et Omnium Cultural, Jordi Sanchez et Jordi Cuixart (9 ans) et cinq anciens «ministres» régionaux (entre 10 ans et demi et 12 ans). Les juges ont donc écarté les accusations de rébellion émises par le parquet qui avait requis 25 ans de prison pour Junqueras. Trois autres anciens membres du gouvernement catalan, qui étaient en liberté conditionnelle, ont eux été condamnés à des amendes de quelque 60 000 euros chacun pour désobéissance. Ces douze indépendantistes ont été jugés pour avoir organisé le 1^{er} octobre 2017, en dépit de l'interdiction de la justice, un référendum d'autodétermination, émaillé de violences policières, et pour la proclamation le 27 du même mois d'une vaine

déclaration d'indépendance votée par le parlement catalan. Cette tentative de sécession de la Catalogne, riche région du nord-est de l'Espagne, avait été la pire crise politique qu'ait connue le pays depuis la fin de la dictature franquiste en 1975. Le gouvernement voudrait que l'arrêt de la Cour permette de tourner la page et de revenir à un dialogue politique pour apaiser cette région de 7,5 millions d'habitants. Mais les indépendantistes, toujours aux commandes dans la région, veulent au contraire mobiliser une nouvelle fois leurs partisans et ont appelé à la «désobéissance civile». «Il y a une partie de la Catalogne qui veut entrer dans un conflit avec l'idée même d'État» mais «il faut trouver un point de rencontre», a déclaré le ministre des Transports, Jose Luis Abalos, homme de confiance du chef du gouvernement Pedro Sanchez qui devait s'exprimer pour sa part à 12h00 locales (10h00 GMT). Condition indispensable de la rébellion – qui est un délit contre la Constitution sévèrement puni –, l'existence ou non d'un soulèvement violent avait été la question centrale du procès historique de ces indépendantistes à laquelle les juges ont répondu par la négative.

L'exposition «Rencontre d'ici et d'ailleurs»

Six artistes partagent leurs œuvres

■ Les œuvres et installations contemporaines de six plasticiens et designers algériens, à savoir Arezki Larbi, Tarik Mesli, Hajou Lefkar, Noureddine Benhamed, Khadidja Seddiki et Nadia Spahis, sont exposées depuis samedi à la villa Dar Abdeltif. Cette exposition collective qui se poursuit jusqu'au 24 octobre courant est intitulée «Rencontre d'ici et d'ailleurs».

Par Abia S.

Six artistes ont exposé leurs œuvres à la villa Dar Abdeltif pour partager des idées, des réflexions et des créations artistiques portant des messages et des thèmes variés. C'est, en effet, les artistes Arezki Larbi, Tarik Mesli, Hajou Lefkar, Noureddine Benhamed, Khadidja Seddiki et Nadia Spahis qui partagent depuis samedi, dans le cadre d'une exposition collective, des œuvres artistiques avec une variété de technique de couleurs et de thèmes. De la peinture, du dessin, des installations contemporaines et autres sont exposés au public.

Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), cette exposition se veut un hymne à l'amour, la fraternité et l'espoir d'un avenir meilleur. Intitulée «Rencontre d'ici et d'ailleurs», cette exposition se poursuit jusqu'au 24 du mois d'octobre courant.

Fondatrice d'une école d'art et de tapisserie d'art contemporain, Khadidja Seddiki propose aux visiteurs des toiles évoquant la lumière, la terre et le végétal, habillées de fils de tissage croisés dans des œuvres comme «Sonate d'Espoir», «Horizon écarlate», ou encore «Partition manuscrite», des peintures où la calligraphie est également très présente.

Dans un registre plus numérique, Nadia Spahis porte un regard particulier sur l'enfance et son rapport au monde virtuel, à travers des photographies de classes d'école volontairement pixélisées et portant des incrustations de symboles de jeux vidéo pour montrer l'exposition des enfants aux technologies et qui peut s'avérer nuisible pour leur équilibre et leur développement.

Le plasticien algérien Tarik Mesli a dévoilé pour l'occasion sa dernière installation intitulée «Amour général» où il a recréé un jardin de roses inondé de lumière dans les ateliers de Dar

Abdeltif. Cette création est augmentée d'inscriptions et de fragments d'un projet en cours dédié aux massacres du 17 octobre 1961 et particulièrement inspiré par la chute des manifestants jetés dans les eaux de la Seine, à Paris, et intitulé «Nous ne sommes pas des oiseaux».

Designer et architecte de formation, Liess Vergès propose une installation où photographie, architecture, design et peinture se rencontrent pour célébrer le patrimoine et l'archéologie. Dans cette œuvre, évoquant un chantier de restauration ou un site de fouille archéologique, trône un grand format intitulé «Medusa». Ce montage photo montre des ruines de bâtisses de La Casbah d'Alger avec des insertions de méduses, le tout donnant l'impression d'un patrimoine immergé comme pour souligner l'échelle du temps et de la dégradation. L'artiste présente ses œuvres dans une reconstitution d'un jardin, volontairement artificiel.

A. S.



Festival international de musique symphonique

La musique classique universelle revisitée

Des ensembles de Tchéquie, d'Égypte (invité d'honneur) et de France ont animé, dimanche soir à Alger, la scène du 11^e Festival culturel international de musique symphonique (Fcims) avec des programmes qui ont mis à l'honneur de grandes œuvres des répertoires de la musique classique universelle. Une soirée aux atmosphères relevées a marqué le festival, ouvert samedi à l'Opéra

d'Alger Boualem-Bessaïh, conduite par trois ensembles qui se sont succédé deux heures durant, avec des programmes globalement dédiés aux œuvres des célèbres compositeurs Wolfgang Amadeus Mozart (1756-1791) et Antonin Leopold Dvorak (1841-1904).

Dirigé par Jakub Skampa au piano, «Apertus Ansamble», un trio tchèque, présent pour la première fois à Alger et compo-

sé également par la cantatrice soprano Teresa Stépankova et le violoncelliste Vilem Vlcek, a rendu une dizaine de pièces, dont quatre de leur compatriote et grand compositeur A. Dvorak, exécutées avec virtuosité et grande maîtrise technique.

Dans une prestation livrée en duos, Jakub Skampa a accompagné à tour de rôle, Teresa Stépankova et Vilem Vlcek, qui ont fait montre de toute

l'étendue de leurs talents respectifs, au grand plaisir d'un public déjà conquis.

Outre les reprises de Dvorak, les musiciens ont interprété, entre autres pièces, «Adagio and Allegro» de Robert Schumann (1810-1856), «Capriccio N° 7» de Carlo Alfredo Piatti (1822-1901) et deux extraits des opéras «Le baiser» et «Les deux veuves» de Bedrich Smetana (1824-1884).

Représentant l'Égypte, invité

d'honneur de ce 11^e festival, la quinzaine d'instrumentistes à cordes, dont neuf musiciennes et le pianiste virtuose, Yasser Ali Mokhtar de l'«Orchestre symphonique du Caire», sous la direction du maestro Ahmed El Saedi, a présenté au public deux pièces pleines, «Concerto pour piano et orchestre en La Majeur» en trois mouvements de W.A. Mozart et «Sérénade pour cordes en Mi Majeur», en cinq mouvements de A. Dvorak.

L. B.

Oran

«Araba oua hikayat», nouvelle comédie musicale en montage

Une nouvelle comédie musicale intitulée «Araba oua hikayat» (un carrosse et des contes) est en cours de production à Oran, a-t-on appris dimanche de l'auteur et metteur en scène de l'œuvre.

«Il s'agit d'un nouveau spectacle mettant à l'honneur le patrimoine oral à travers la narration de contes du terroir», a précisé à l'APS Mohamed Mihoubi, égale-

ment président de l'association culturelle «El-Amel».

Cinq jeunes comédiens issus de l'école de formation aux techniques théâtrales de l'association indiquée sont distribués dans cette pièce produite avec le soutien du ministère de la Culture, a-t-il fait savoir.

«Araba oua hikayat» intervient dans le sillage de plusieurs créations à succès, à l'instar de

«Jaoula» (tournée) produite avec le soutien de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) et actuellement à l'affiche de plusieurs théâtres du pays.

L'association «El-Amel» s'est également illustrée cette année par le montage de «Tahouissa bel karroussa» (balade en carrosse), un spectacle pour enfants joué devant plus de

3 000 élèves dans le cadre d'une tournée à travers les écoles de la wilaya d'Oran.

La même association s'attelle en outre au montage d'une épopée intitulée «Thaourat errijal» (la révolution des hommes) qui sera jouée au théâtre d'Oran dans le cadre de la célébration de la fête nationale du 1^{er} Novembre prochain.

F. H.

Salon local des arts plastiques à Mila

Une trentaine d'artistes au rendez-vous

Plus d'une trentaine d'artistes de la wilaya Mila ont été retenus pour participer à la 4^e édition du Salon local des arts plastiques qu'organise la maison de la culture M'barek-El-Mili, a-t-on appris dimanche du directeur de cet établissement, Abderrezak Bouchenak. Devant se tenir les 16 et 17 octobre, ce salon deve-

nu au fil du temps un rendez-vous culturel incontournable pour tous les jeunes artistes locaux désireux de se frotter à leurs pairs et d'échanger leur savoir-faire, mettra en lice pour sa quatrième édition 34 artistes plasticiens représentant les différentes communes de la wilaya, selon la même source. Cet évé-

nement mettra à l'honneur des jeunes artistes, à travers une exposition de tableaux signés entre autres de Nour El Houda Laâra, Youssa Sahraoui, Karima Bouchareb, Omar Zedam, Hakim Benkhrourou, et Chouiab Zegrour, a-t-il ajouté. Abderrezak Bouchenak a par ailleurs indiqué que cette édition

sera entièrement consacrée au thème de «la représentation des manifestations du 17 octobre 1961 dans les arts plastiques», pour donner lieu à plusieurs ateliers pratiques sur le thème en plus de nombreuses communications sur l'approche artistique des événements historiques de manière générale.

M. K.

AGEND'ART

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

Jusqu'au 17 octobre :

11^e édition du Festival culturel international de musique symphonique.

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 7 novembre :

Exposition collective «Balearics», avec la participation de 25 artistes méditerranéens, organisée par la Fondation Balearia en partenariat avec l'Institut Cervantès (Espagne).

Cercle Frantz-Fanon de Riadh-El-Feth (El Madania, Alger)

Jusqu'au 30 octobre :

Exposition de peinture «Vécu au gré du pinceau», de l'artiste Malika Laliem.



Lutte/Collège technique national de La FALA présente ses activités de l'année 2020

LA FÉDÉRATION algérienne des luttes associées (FALA) a organisé son collège technique national au Complexe sportif Ghermoul (Alger), avec au menu notamment la présentation du bilan technique de l'année 2019 et l'exposition des différents volets liés à l'organisation du prochain Championnat d'Afrique prévu le mois de février 2020 à Alger. Cette réunion, tenue sous la présidence du patron de la FALA, Rabah Chebbah, a enregistré la participation du Directeur technique national (DTN), Idriss Haoues, des staffs technique et administratif ainsi que des membres du bureau fédéral. L'occasion a été donnée aux intervenants pour la présentation du bilan technique de l'année 2019 et du plan d'action de la saison 2020 et de discuter de l'organisation des compétitions nationales, du règlement de la commission d'arbitrage et du

pôle de développement des ligues. Concernant le volet du programme des équipes nationales, le président de la FALA a mis en exergue la réalisation de l'ensemble des opérations programmées par son instance. Il a fait un bref exposé sur les résultats obtenus par les équipes nationales masculine et féminine lors des derniers Jeux africains 2019 de Rabat et des Championnats du monde juniors et seniors. L'évaluation du bilan des équipes nationales pour l'année 2019, la présentation du programme de la saison prochaine, le bilan d'action et les perspectives pour l'année 2020 ont été abordés par le DTN, Idriss Haoues. La formation continue des juges arbitres, le règlement des compétitions et l'élaboration du programme des équipes nationales ont été également discutés à l'occasion du collège technique national de la FALA.

Tennis /Tournoi ITF de Mostaganem Le DTN Bouchabou encense Abibsi

LE DIRECTEUR technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bouchabou, a indiqué dimanche que le jeune joueur Mohamed-Ali Abibsi, finaliste du tournoi international ITF juniors, clôturé samedi à Mostaganem, était «en nette progression sur le plan technique». «Tout d'abord, je tiens à féliciter notre joueur pour sa 2^e place obtenue brillamment à Mostaganem et pour son parcours très honorable pendant toute la semaine. C'est un joueur qui reste sur une dynamique de victoires et qui progresse jour après jour. Avec ce qu'il apprend en Espagne, il a pu montrer ses qualités dans les moments difficiles», s'est réjoui le DTN. Le tennisman algérien a perdu devant Borys Zgola en deux sets, en finale du tournoi international disputé au complexe sportif «Les raquettes» de Mostaganem. Le Polonais a dominé le premier set 6-1, avant de s'imposer au second 6-0. «Abibsi a un énorme potentiel qui va lui permettre d'avancer dans le classement international juniors. Il a encore une année devant lui chez les juniors, ce qui va lui permettre d'enrichir son palmarès. Certes, il a raté sa finale hier (samedi, ndr) mais j'espère qu'il aura l'occasion de décrocher des titres dans les jours à venir», a indiqué Bouchabou. Et d'enchâner : «C'est un joueur que j'aime bien voir jouer car il est très combatif et très agressif sur le terrain. En Espagne, sa formation est basée sur le physique et le travail commence à donner des résultats». Chez les filles, la Marocaine Laouini Aya a battu la Tunisienne Boubekeur Wiam en deux sets (6-2 et 6-3). En finale du double garçons, le duo polonais Borys Zgola - Kos Maciej a battu la paire tunisienne Abderrahmane Wissam - Benabdellouahab Madjidi en deux sets (6-3 et 7-5). Enfin en double filles, la paire marocaine Laouini Aya - Naceri Manal a battu la Française Bathellier Lea et la

Britannique Khadiri Noura (6-3 et 6-3). Ce tournoi international ITF, organisé du 8 au 12 octobre, a réuni 60 joueurs et joueuses de 13 pays : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la France, l'Angleterre, la Hongrie, la Belgique, la Pologne, le Portugal, l'Italie, le Canada et l'Australie.

Copa Nadia : retrait sur blessure d'Ibbou

Sur un autre volet, la tennismann algérienne Inès Ibbou s'est retirée du tournoi Copa Nadia organisé du 13 au 20 octobre à Séville (Espagne), après avoir contracté une blessure, en affrontant l'Espagnole Yvonne Cavalle-Reimers, dimanche au premier tour des qualifications. La championne d'Afrique 2015 juniors s'est blessée alors que le score était de 4-1 en faveur de Cavalle-Reimers. Il s'agit d'un nouveau coup dur pour l'Algérienne de 20 ans, éloignée plusieurs fois des courts lors des quatre dernières années à cause de blessures à répétition. Dotée d'un prize-money de 25 000 USD, la Copa Nadia se déroule sur les courts en terre battue du Tennis club de la Fédération andalouse à Séville.

Le président démissionnaire de la JS Saoura, Mohamed Zerouati, a donné son accord de principe aux supporters du club pour revenir sur sa décision, a-t-on appris dimanche auprès du président du comité de supporters de ce club de Ligue 1 de football. «Mohamed Zerouati, suite aux sollicitations de certaines de supporters, fans et autres représentants de la société civile, a donné son accord de principe pour revenir sur sa décision et prendre éventuellement à nouveau les rênes de la JS Saoura», a affirmé Si Mohamed

Algérie-Colombie ce soir à Lille Les Verts pour confirmer leur statut

■ L'équipe nationale de football algérienne affronte ce soir son homologue colombienne pour le compte d'un match amical au stade de Lille (France) en préparation de ses prochains rendez-vous officiels.



L'EN se donnera à fond face à la Colombie

Par Mahfoud M.

Il faut savoir qu'il s'agit du deuxième test consécutif après celui joué jeudi dernier au stade Tchaker de Blida face à la RD Congo et qui s'est terminé sur le score de parité (1/1). Cette rencontre est très importante pour les Verts qui devront confirmer leur statut de champions d'Afrique et prouver que la Colombie n'avait pas tort en les choisissant comme sparring-partener. Les pouillains de Belmadi qui ont montré un visage terne jeudi passé doivent se reprendre face à l'une des

meilleures équipes sud-américaines, bien cotée aussi sur le plan mondial, notamment en raison de ces stars qui font les beaux jours de clubs européens huppés. Ces stars, notamment, James Rodríguez, joueur du Real Madrid, et Falcao coéquipier de Feghouli au Galatasaray, ne seront pas au rendez-vous pour cette rencontre, ménagés par le sélectionneur à leur demande. Le staff technique national devra préparer son groupe pour bien figurer dans ce match très important, lui qui avait laissé reposer ses cadres qui seront d'attaque pour cette confrontation. Ainsi,

on retrouvera lors de ce match tous les titulaires que sont Mahrez, Feghouli, Mbolhi, Belaili, Benlamri et les autres, qui se donneront à fond pour tenter de faire plaisir au public algérien qui se déplacera en force pour voir à l'œuvre les champions d'Afrique et les remercier de les avoir fait vibrer lors de la dernière CAN en Egypte. Les joueurs algériens aiment ce genre de rencontres et c'est ainsi qu'il faudra s'attendre à ce qu'ils soient concentrés sur leur sujet pour prouver qu'ils ne sont pas là par pur hasard.

M. M.

Match amical face à la France

Tête-à-tête Jean-Marie/Zetchi pour programmer la rencontre

Le directeur de cabinet de la Fédération française de football (FFF), Kenny Jean-Marie, se rendra aujourd'hui à Lille, à l'occasion du match amical Algérie -

Colombie au stade Pierre-Mauroy, pour y rencontrer le président de la Fédération algérienne (FAF) Keireddine Zetchi, sur une éventuelle programmation

d'un match amical entre les deux sélections, rapporte dimanche le «Journal du dimanche» (JDD). Ce prochain contact intervient alors que France Info a révélé jeudi que la Fédération algérienne a proposé une date dans la première quinzaine d'octobre 2020 au nouveau stade Olympique d'Oran, ce qui serait la deuxième rencontre entre les deux nations après le match qui s'est déroulé au Stade de France en 2001. Selon JDD, le président de la FFF, Noël Le Graët, «est prêt à se rendre en Algérie pour faire progresser l'idée de ce match amical». La sélection algérienne est arrivée dimanche après-midi à Lille pour y disputer un match amical devant son homologue colombienne, après le nul jeudi contre la RD Congo (1-1) à l'occasion de son premier test disputé au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

JS Saoura

Zerouati devrait revenir

Baglab. «Au comité de supporters, nous soutenons le retour de Zerouati à la tête du club car il reste le seul dirigeant pouvant contribuer réellement au développement de l'équipe», a-t-il estimé. Mohamed Zerouati, qui a assuré la direction de la JS Saoura depuis sa création en 2008, avait démissionné de ce poste le 23 septembre dernier, après la défaite à domicile (3-1) de son équipe en 16^e de finale (aller) de la Coupe arabe face aux Saoudiens d'Al-Shabab. Zerouati avait, dans sa lettre de démission rendue publique sur

la page Facebook officielle du club, justifié sa démission par les critiques «virulentes» dont il a fait l'objet de la part d'une frange de supporters et autres parties «hostiles aux succès et réalisations du club». «Mohamed Zerouati, à qui on doit les succès et les réalisations de la JSS de par ses différents apports, mérite le respect, au regard de son abnégation et de son sérieux pour la promotion et le développement de l'unique club du Sud à évoluer en Ligue 1», a souligné le président par intérim du club, Mohamed Djebbar, dans une déclaration.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

Accostage d'un navire de croisière avec à son bord 641 touristes

UN NAVIRE de croisière transportant à son bord 641 touristes a accosté lundi au port d'Oran pour une escale de plusieurs heures dans le cadre d'une visite aux différents sites touristiques que recèle la capitale de l'ouest du pays, a-t-on appris du directeur local du tourisme et de l'artisanat. Le navire de croisière «M.S Saga Saphir» a accosté aux environs de 8h du matin au port d'Oran avec à son bord 641 touristes de nationalité britannique pour la plupart, a indiqué à l'APS Belabbès Kaim Benamar. Les touristes, qui se trouvaient dans la ville espagnole Palma, ont fait une escale touristique afin de visiter des sites d'Oran, a-t-il précisé. Ils découvriront les sites historiques de la ville d'Oran à l'instar de la place du 1^{er} Novembre, le vieux quartier de Sidi El Houari, la biblio-

thèque régionale (ex-Cathédrale), le fort de Santa Cruz et la Cathédrale du mont Murdjadjo. La visite s'inscrit dans le cadre de la promotion de la destination d'Oran «devenue une étape dans la chaîne touristique internationale», a ajouté le responsable, soulignant que «le choix d'Oran démontre la place qu'occupe cette ville méditerranéenne aux atouts touristiques, culturels et historiques indéniables au niveau international».

Le navire de croisière a levé l'ancre à 17h pour prendre la direction de la ville espagnole d'Ibiza (Espagne), a-t-on souligné. L'escale a été initiée par l'agence de voyage algérienne «Magic Tour» en collaboration avec la direction de wilaya du tourisme et de l'artisanat, a-t-on rap-

Ally Y.

Espagne

13 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien vice-président catalan

LA COUR suprême espagnole a condamné, lundi, Oriol Junqueras, l'ancien vice-président de la région catalane, à 13 ans de prison pour son rôle dans le référendum sur l'indépendance de la Catalogne le 1 octobre 2017, lequel avait été déclaré illégal par la Cour constitutionnelle du pays, rapportent des médias locaux.

L'ancienne présidente du Parlement régional catalan, Carme Forcadell, et d'autres anciens membres de cette assemblée ont été condamnés à des peines allant de neuf à 12 ans de prison.

Jordi Sánchez et Jordi Cruat, membres respectifs des associations culturelles pro-indépendantistes Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium

Cultural, ont tous deux été condamnés à neuf ans de prison pour «sédition». Dans leurs 493 pages d'attendus, les juges de la Cour suprême lavent les accusés de l'accusation de «rébellion», laquelle aurait pu entraîner des peines allant jusqu'à 25 ans de prison, disant avoir tenu compte du fait qu'un «soulèvement violent et public» n'avait pas eu lieu dans le cadre du processus référendaire.

La Catalogne fait partie du royaume d'Espagne depuis 1472, mais ses habitants arguent depuis longtemps que leur histoire, leur culture et leur langue uniques sont très différentes de celles du reste de la péninsule.

R. I.

Football/ Ligue 1 française (Olympique Lyon)

Rudi Garcia nouvel entraîneur

LE TECHNICIEN français Rudi Garcia est devenu le nouvel entraîneur de l'Olympique lyonnais, en remplacement du Brésilien Sylvinho, limogé, a annoncé le club 14^e au classement de la Ligue 1 française de football lundi sur sa page officielle Facebook. L'ancien entraîneur de l'AS Rome et de l'Olympique Marseille, qu'il avait dirigé la saison dernière, s'est engagé pour un contrat jusqu'en 2021, précise la même source. Sylvinho (45 ans) a été démis de ses fonctions suite à la défaite concédée dans le derby face à l'AS Saint-Etienne

(1-0). Il avait remplacé durant l'intersaison Bruno Genesio (décembre 2015-2019). L'Olympique lyonnais a débuté la Ligue 1 avec deux larges victoires, contre Monaco (3-0) puis Angers (6-0). Mais il a ensuite enchaîné une série de sept matches sans victoire (4 défaites, 3 nuls). En Ligue des Champions, l'OL a concédé un résultat nul sur son terrain face au Zenit Saint-Petersbourg (1-1) avant de gagner mercredi à Leipzig (2-0), une performance qui lui permet d'espérer une qualification pour les 8es de finale. T. G.

Les Kurdes livrés à eux-mêmes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Les travailleurs de l'Algérienne des eaux en grève

■ Les travailleurs de l'Algérienne des eaux de la wilaya de Béjaïa sont entrés en grève pour deux jours depuis hier.

Par H. Cherfa

Les travailleurs de ce secteur névralgique rebondissent après une journée de protestation observée le 01 août dernier afin d'exprimer leur colère. Ils réclament la révision de la grille des salaires de façon à porter à la hausse les salaires et réclament également l'amélioration des conditions socio-économiques des travailleurs du secteur, la révision de la convention collective signée en 2015, la régularisation du personnel ainsi que l'obtention des postes de

responsabilité en équivalence avec les diplômés. A Kherrata ce sont 119 travailleurs de l'ADE qui sont en grève remettant sur la table leur plate-forme de revendications des travailleurs qui n'a pas été, selon eux, satisfaite au regard des engagements du syndicat national, déplore hier sur la radio locale, Mourad Boussoufa responsable syndical à Kherrata. Les points contenus dans la plate-forme de revendications tournent sur la révision de la grille des salaires et des primes, l'amélioration des conditions socio-économiques

des travailleurs, a fait savoir le syndicaliste. A Toudja, le siège de la mairie est fermé pour la troisième semaine consécutive par les habitants de sept villages qui exigent résolument le revêtement de la deuxième tranche de la route débouchant depuis ces villages vers la RN 24. Notons aussi que les habitants de la commune de Beni Djellil ont fermé depuis deux jours le siège de l'APC pour exiger le revêtement de la route du village.

H. C.

Tunisie

Un touriste français tué et un militaire blessé à Bizerte

UN RESSORTISSANT français a été tué et un militaire tunisien blessé lundi dans la région de Bizerte (nord) par un homme connu des services de police pour des crimes de droit commun, a indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur. Cité par l'agence de presse officielle TAP, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khaled Hayouni, a indi-

qué que «l'agresseur a été identifié et il est connu auprès des autorités sécuritaires dans des affaires de droit public». Selon lui, les unités de sécurité ont déployé tous les efforts possibles pour l'arrêter et identifier le contexte et les circonstances du drame. Le directeur régional de la santé à Bizerte a confirmé que le touriste, un ressortissant français, avait succom-

bé à ses blessures avant même d'arriver à l'hôpital. Les données préliminaires montrent que l'assaillant est un homme âgé de 28 ans. Il a d'abord agressé un soldat avec une lame tranchante au niveau du visage, avant de fuir puis d'attaquer le touriste français, sur la place Hammam Sahel à Jarzouna, au niveau du visage et de la poitrine. Sarah G./APS

Commandement des Forces navales

Gaid Salah aujourd'hui en visite de travail et d'inspection

LE GÉNÉRAL de corps d'armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée

nationale populaire, effectuera, aujourd'hui 15 octobre 2019, une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces

navales. Gaid Salah présidera, lors de cette visite, une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de ce corps. H. Y.

Poste frontalier de Haddada

Saisie de 11 000 comprimés psychotropes

PAS moins de 11 000 comprimés psychotropes ont été saisis au poste frontalier de Haddada dans la wilaya de Souk Ahras par les services des douanes, apprend-on lundi de la direction régionale des Douanes, implantée à Annaba. Les douaniers de

l'Inspection principale de contrôle des voyageurs au niveau du poste frontalier de Haddada ont effectué cette «importante saisie» dans deux opérations de vérification d'entrée au territoire national et la fouille de deux voitures de deux voyageurs algé-

riens venant de Tunisie, a précisé la même source. L'infraction ainsi relevée a porté sur l'importation d'une marchandise prohibée sanctionnée par les articles 11 et 325 du code des Douanes, selon la même source. Y. N.